



Rapport au Bureau National du 11 janvier 2025

Lors de la nomination de Barnier comme 1^{er} ministre nous avons déclaré qu'« *il ne fallait rien en attendre* », qu'il « *avait comme consigne d'imposer une politique de supe-austérité pour les travailleurs en maintenant, autant que le rapport des forces le lui permettra, les cadeaux aux grandes entreprises capitalistes* »^[1].

Trois mois après sa nomination, le vote d'une motion de censure déposée à la suite du déclenchement de l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) contraint Barnier à démissionner.

Situation inédite depuis plus de soixante ans. Avant le vote de mercredi, une seule motion de censure avait été adoptée en octobre 1962.

Barnier exit, Bayrou entre en scène. La même analyse, le même jugement s'applique à Bayrou. Comme tous les gouvernements qui l'ont précédé, il continuera l'adaptation de la société française aux exigences du capital : exploiter toujours plus les travailleurs, liquider toutes les conquêtes sociales, privatiser les services publics, faire baisser le prix de la force de travail, augmenter les profits capitalistes.

En choisissant Bayrou comme 1^{er} ministre, Macron a pensé jouer la sécurité. En 2022, Bayrou non seulement a parrainé M. Le Pen à l'élection présidentielle, mais a aussi organisé une campagne pour qu'elle obtienne les 500 signatures : « *C'est un choix au nom de la démocratie... afin d'éviter que des candidats de premier plan soient exclus de l'élection faute de parrainage* »^[2].

Bayrou a constitué un gouvernement en faisant appel à des ministres qui sont des resucées des gouvernements précédents et de fidèles servants des injonctions du capitalisme. Il a reconduit des ministres de l'éphémère gouvernement Barnier : Retailleau, Darmanin, ayant fait allégeance au RN, se sont illustrés par des positions racistes, répressives et austéritaires, Lecornu, Vautrin, et pour compléter le tableau il a ajouté d'anciens premiers ministres Borne, Valls^[3] ...

La gageure de Bayrou : réussir à appliquer la politique d'austérité sans être censuré.

Bayrou assure que « *Les Français ne veulent pas que l'on poursuive cette période d'instabilité... ils expriment un fort sentiment d'inquiétude sur l'augmentation de la dette et du déficit public* ». La formulation habituelle sur la dette publique est reprise par les ministres, par les *media*, « *allons-nous laisser à nos enfants, à nos petits-enfants, la charge de cette dette, la charge du remboursement, la charge des intérêts* ».

La dette publique sert des intérêts politiques. Marx dans le *Capital* écrivait « *La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique* »^[4].

Aujourd'hui les politiques et les économistes de l'idéologie dominante développent l'idée qu'il n'y a qu'une seule alternative : l'austérité ou la faillite, l'idée que l'État pourrait « *faire faillite* » est brandie comme un épouvantail pour rendre acceptable l'inacceptable.

Pour faire passer le budget et préparer, son discours de politique générale Bayrou lance des négociations tous azimuts avec le patronat, les organisations syndicales ; le ministre de l'Économie, Éric Lombard et la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, eux reçoivent les partis politiques.

Je reprendrai l'analyse faite dans l'édito de l'Hebdo n° 907 09/01/2025 :

« *Le gouvernement a commencé à esquisser les grandes lignes de son budget. Rien n'a changé, une offensive austéritaire brutale est toujours à l'ordre du jour contre le monde du travail. Même si l'on parle de 50 milliards d'économies et non de 60. Dans les grandes lignes, la rigueur se poursuivra contre les services publics, la sécurité sociale et les collectivités territoriales. D'autant que le ministre de l'Économie réitère son objectif*

d'atteindre les 3 % de déficit du PIB en 2029 ! et sans hausse d'impôt pour les grandes fortunes, sans taxer les entreprises donc en faisant les poches des travailleurs. D'ailleurs le quotidien patronal Les Echos souligne que les réductions de dépenses devraient être de 10 milliards supérieurs au budget censuré de Barnier ! ... Bayrou n'a rien à offrir, voilà la réalité. Les véritables dirigeants sont les multinationales donnant la feuille de route, Macron, Bayrou exécutent. »

Déclaration des Partis des organisations syndicales après les rencontres à Bercy et à Matignon

"Pour Le PS, Olivier Faure et Patrick Kranner (président des sénateurs PS) se sont félicités de l'esprit de négociation du gouvernement Bayrou qui permet d'arriver à des compromis : *« ce qu'on cherche c'est faire en sorte que les Français aient le sentiment que la politique du gouvernement change ... c'est une première discussion qui en appelle d'autres »*. Les compromis sont en marche : de *« l'abrogation de la réforme des retraites pour revenir à la réforme Touraine »*, le PS est passé à la suspension, *« face à un contexte économique défavorable et un endettement de la France abyssale, il sera bien compliqué d'accéder à toutes les demandes. »*

Le PCF, EELV ont déclaré la main sur le cœur, *« Nous ne signerons aucun chèque en blanc »*. Plus question de l'abrogation de la réforme des retraites et *« en tout cas, trouver le moyen de suspendre la mesure d'âge »* déclare F. Roussel. PCF et EELV ont continué à discuter en participant à une autre réunion de travail le soir même à Berry.

Le PCF tout comme Hollande réclame une *« conférence sociale »* afin que les *« partenaires syndicaux et patronaux »* s'entendent sur la question.

Du côté de **La France insoumise**, *« on ne ferme pas la porte à une rencontre avec le nouveau ministre de l'Economie, mais cela ne sera pas pour tout de suite. Nous attendons le discours de politique générale et le vote de confiance, ou de censure, pour répondre à l'invitation du ministère de l'Economie »*, a indiqué à l'AFP, Manuel Bompard (le coordinateur national de LFI)

RN Bardella, Chenu et Tanguy participaient à la réunion. Chenu et Tanguy ont fait une déclaration : *« Nous avons été considérés lors de cette rencontre. »* Le gouvernement a été *"attentif"* aux propositions du RN sur le budget, ils ont rappelé que le RN était contre une augmentation des impôts pour les entreprises, et réclame des économies plus importantes, ils ont fait part de l'inquiétude du RN sur les dérapages du déficit acté par le gouvernement Bayrou. Rien sur les retraites. Censure ou pas tout dépendra de la position du gouvernement sur la *"liste de propositions d'économies qui s'attaque aux sujets tabous, notamment la contribution à l'Union européenne, l'immigration et l'aide au développement... C'est un premier acte il y aura d'autres discussions »*.

En prenant juste la question des retraites Hollande tout comme le PCF réclame une *« conférence sociale »* pour que les *« partenaires syndicaux et patronaux »* s'entendent sur la question. En bref, un dialogue social et un programme de collaboration de classe.

Les organisations syndicales

À l'issue de l'entretien avec François Bayrou, le secrétaire général de **Force Ouvrière**, Frédéric Souillot, a estimé *« qu'on va enfin discuter retraites en prenant les choses par le bon bout, sans parler de recul de l'âge de départ ni d'allongement de la durée de cotisation »*.

Pour la **CFDT**, Marylise Léon, se félicite de la qualité d'écoute du premier ministre n'ayant *« aucun tabou »*, sur le thème des retraites, *« y compris sur l'âge légal »*, elle estime que *« le sujet »* de l'âge minimal de départ *« doit être rouvert avec toutes les possibilités envisageables en matière de financement »*.

En matière de financement, le président du **Medef** Patrick Martin a beaucoup d'idées

« Si nos entreprises doivent contribuer à remodeler la réforme des retraites, il ne faut pas qu'elles soient par ailleurs à ce point assommées d'impôts, de charges sociales et de contraintes de manière générale, a-t-il insisté [...] Ces travaux sur les retraites ne doivent pas édulcorer le rendement financier de cette réforme dont on sait dorénavant qu'elle ne sera pas suffisante ». Il en a profité pour rappeler une revendication de son organisation : dépasser [la concertation à venir sur l'aménagement de la dernière réforme des retraites](#) pour remettre à plat le financement de la protection sociale dans son ensemble.

Pour la **CGT**, Sophie Binet a réaffirmé l'exigence d'une abrogation de la réforme des retraites *« Pour nous, il ne pourrait s'agir de parler d'aménagements à la marge sans abroger les mesures d'âge »*. *« Le Premier ministre nous a écoutés de façon attentive, la CGT attendra le discours de politique générale, le 14 janvier, pour prendre toutes les décisions qui s'imposeront »*.

La CGT a demandé l'organiser d'une conférence de financement avec les acteurs sociaux, le gouvernement et les parlementaires.

Que ce soit la CGT, la CFDT, FO tous s'inscrivent dans le *« dialogue social »*, répondant aux vœux du gouvernement voulant faire participer tous les partis politiques *« ayant des représentants au parlement et au*

sénat » et les « partenaires sociaux » pour les intégrer dans un dispositif de collaboration au nom bien entendu de l'intérêt commun !

Le dialogue social est parfaitement intégré par nombre les syndicats. Le 17 novembre 2024 La CFDT, La CFTC la CFE CGC, CPME, U2P, Medef ont signé une : « *Déclaration commune syndicats patrons à l'attention de nos élus et responsables politiques* » alertant sur les risques d'une crise économique aux conséquences sociales dramatiques que fait courir l'instabilité dans laquelle a basculé notre pays.

La CGT n'a pas signé, mais le 3 janvier elle envoyait une lettre ouverte au président de la République pour lui demander de forcer Renault à s'engager à sauver les fonderies de Bretagne. « Cette lettre démontre une mobilisation inédite de par la pluralité de ses signataires : la quasi-totalité des député·es bretons de tous bords, le MEDEF et l'UIMM Bretagne, les syndicats et la direction de l'entreprise, les élus locaux... Tous et toutes refusent que les fonderies de Bretagne ne deviennent le symbole de la désindustrialisation et de l'impuissance de l'État face aux grands groupes »

Le *dialogue social* est parfaitement compatible avec des *partenaires sociaux*, mais totalement incompatible avec la lutte de classes antagoniques !

Les syndicats CGT et CFTC lors de leur entrevue à Matignon ont insisté sur la *conditionnalité des aides*.

Alors que l'État déverse des centaines de milliards pour assurer la remontée des taux de profit du capital et favoriser son accumulation, voilà qu'arrive le concept dit de *conditionnalité des aides* que tout bon *partenaire social* et surtout lorsqu'il représente les salariés doit brandir pour demander à ce que soient justifiées ces fameuses aides qui sont en fait exclusivement de la richesse produite par les salariés et détournées *via* l'État vers le capital. Cette *conditionnalité* n'est au fond que l'acceptation du processus d'extorsion de la valeur produite par le travail, matinée de vagues promesses d'un peu de justice sociale pour la rendre acceptable !

Plus que jamais ce qui est à l'ordre du jour c'est la lutte des classes sociales et politique, son organisation et son développement.

Concernant les salariés la situation économique et sociale ne va pas connaître d'amélioration. Actuellement à 7,4%, le taux de chômage en France devrait remonter à 7,6% de la population active d'ici à la mi-2025, selon l'Insee. Les hausses de salaire ralentissent une nouvelle fois en 2025. Selon l'étude menée par le cabinet WTW, le budget consacré aux augmentations atteindra 3,5% en moyenne cette année, chiffre en recul par rapport à 2023.

Il faut au contraire une stratégie offensive faisant de la construction du rapport de force dans les entreprises le point d'appui de la lutte. L'antagonisme entre capital et travail n'a jamais été aussi clairement établi. L'opposition capital-travail est irréductible, la vie le démontre. Aujourd'hui comme hier, aucun aménagement n'est possible entre exploiters et exploités. La lutte des classes est présente partout. Le parti doit donc expliquer la nature de la situation, la responsabilité du capitalisme en tant que système d'exploitation du travail salarié et faire grandir la conscience et l'organisation politique de classe. Montrer que pour répondre aux aspirations du peuple une condition est incontournable : il faut lutter et prendre les richesses créées par le travail, prendre les grands moyens de production et d'échanges aux multinationales, aux grandes banques financières. Pour changer fondamentalement de politique en France, disposer des moyens qui existent, la lutte contre le système capitaliste est indispensable afin de construire une société débarrassée de l'exploitation.

La guerre génocidaire de l'Etat sioniste colonisateur

Toutes les semaines nous avons un article sur la guerre que mène l'Etat sioniste à Gaza, guerre qui s'est maintenant étendue au Liban, à la Syrie et au Yémen.

Une opération militaire d'envergure a été menée vendredi au Yémen par une coalition américano-britannique et israélienne. Pas moins de 30 frappes ont ciblé les positions des Houthis dans trois régions stratégiques du pays.

Selon une étude publiée vendredi dans la revue scientifique « The Lancet », le nombre de morts à Gaza entre le 7 octobre 2023 et le 30 juin 2024 est supérieur d'environ 40 % à celui enregistré par les autorités du territoire palestinien. Plus de 64 00 personnes seraient mortes au cours de cette période, soit près de 3 % de la population de la bande de Gaza. Ce bilan ne concerne que les morts dues à des lésions traumatiques et n'inclut pas les décès indirects, tels que ceux relevant du manque de soins ou de nourriture, ni les milliers de disparus enterrés sous les décombres. Ces chiffres témoignent aux yeux du monde de la guerre génocidaire de l'entité sioniste qui bombarde les écoles et les hôpitaux, affame la population, bloque l'aide humanitaire, [torture les prisonniers](#), utilise les Palestiniens comme boucliers humains...

Les médias dominants participent par leur partis pris et leur silence, au consentement au génocide

Devant ces atrocités, il est impératif d'élargir la mobilisation en solidarité avec les Palestiniens qui luttent pour la libération de la Palestine. En livrant des armes à Israël la France se rend complice du génocide, il faut par la lutte bloquer ces livraisons.

L'activité du Parti

Le renforcement et les finances sont une priorité, plusieurs adhésions ont eu lieu 2024, des lecteurs fidèles de notre presse ont envoyé la leur par internet, des candidats de nos listes aux européennes ont participé aux débats que nous avons tenus et ont adhéré, il faut poursuivre en 2025 les contacts avec les sympathisants.

Nous avons décidé d'organiser des réunions débats avec eux et les candidats de notre liste aux européennes dans le maximum de départements, sont actuellement programmées : les Pays de Loire (la réunion se tiendra à Nantes le 27 janvier), à Paris, dans le Calvados.

Les comptes de 2024 sont terminés, le solde est positif permettant de faire face aux dépenses de janvier et de février, dès mars/avril, nous aurons de nouveau les dépenses incompressibles.

Les cotisations et les dons sont équivalents à ceux de 2023 avant le congrès. Les réunions régulières que la Trésorière nationale organise avec les trésoriers de cellule font que la question des finances est placée au cœur de la politique du parti.

L'édition du manuel de formation : « *Système d'exploitation capitaliste* » est à remettre à chaque adhérent.

Notre Parti Révolutionnaire Communistes vient de terminer la rédaction d'un ouvrage intitulé : « *Une brève histoire de la Palestine : comprendre et soutenir la lutte de libération nationale du peuple palestinien* ». Afin d'assurer son impression, nous devons rassembler un financement de départ, c'est pourquoi, nous avons lancé une souscription le permettant.

Aussi, nous vous proposons d'organiser une initiative politique sur l'histoire de la Palestine et de la lutte de libération nationale du peuple palestinien à Paris le 8 mars au Maltais Rouge.

[1]. [Rapport du comité national du 14 septembre 2024](#) ; rapport du Bureau national du 12 octobre 2024 ;

[2]. Annonce faite le 27 février 2022 dans l'émission du Grand Jury [RTL – Le Figaro – LCI](#).

[3]. Hebdo n° 905 *L'urgence : construire la riposte*.

[4]. K. Marx, *Le Capital*, livre I, chap. XXXI, *genèse du capitaliste du capitaliste industriel*.